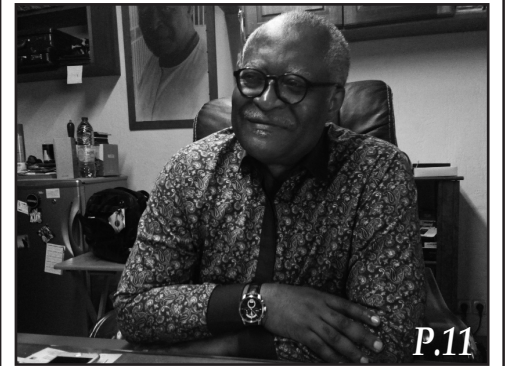


Présidentielle 2018
Akere Muna déballe tout



P.11

Crise anglophone

Peut-on accuser les Etats-Unis d'ingérence?



- Parce qu'il a organisé une rencontre avec certaines figures de la société civile, du clergé, des milieux politiques, Peter Barlerin, ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, est accusé d'avoir heurté la souveraineté de notre pays.
- Une attitude traditionnelle des pays occidentaux qui essaient toujours de s'immiscer dans les affaires intérieures du Cameroun.

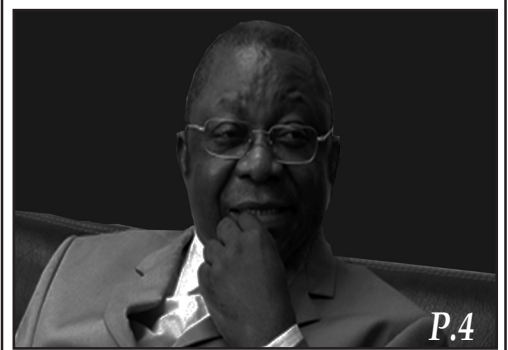
- 12 experts se prononcent. Pp.5-10

Est/Mines

Le gouvernement camerounais planifie la restauration des sites miniers abandonnés P.4

Importation du poisson

Ya-t-il une mafia impliquant le Mincommerce ?



P.4

Senate

The list of 30 senators appointed by Paul Biya

Niat Njifenji maintained, Achidi Achu flushed out, while Albert Mbida is one of the newcomers. P.2



Le quotidien Emergence recherche de toute urgence pour les besoins de ses services, un chargé des relations publiques, diplômé de l'enseignement supérieur.

Senatorial 2018: Paul Biya appoints the 30 remaining senators

The list of those to make up the senate for the next five years is now complete after the head of state, Paul Biya yesterday April 12, 2018 appointed the 30 other senators and their alternates to make up the needed 100. Among the 30 appointed we notice that the outgoing senate president Marcel Niat Njifenji from the West region has been reappointed as well as the eldest member of the senate Nfon Victor Mukete of the South West region. Surprisingly, Achidi Achu, former Prime Minister has not been reappointed contrary to widespread speculations. The list of the appointees feature newcomers like

Fon Isaac Chafah of the North West region as well as Professor Albert Mbida who was formerly working in the Ministry of Communication. Speculations on who will be appointed, has therefore come to an end and Cameroonians are therefore expecting those appointed alongside their counterparts elected last March 25, to begin work for the interest of the people they represent. The role of the senate in Cameroon has been at the center of controversy as most Cameroonians regard those occupying this institution as some sort of compensation given to them by the Head of State for the services rendered to the nation or to the president



Paul Biya appoints the 30 remaining senators

as an individual.

It should be noted that each region has 3 appoin-

ted senators in respect of article 215 paragraph 3 of the Cameroonian electoral code

By Amos MuangNshah

List of 30 senators appointed

Adamawa

Mohamadou Gabdo
Moussa Sabo
Djaratou Mohamadou

Centre

Laurent Nkodo
Jean Marie Pongmoni
Albert Mvondo Mbida

East

René Ze Nguéle
Hilarion Diwala

Marlyse Abui

Far North

Mahamat Bahar Manouf
Dakole Daïssala
Ngwabaya Tchef-Tchef
(orthographe à revoir)

Littoral

Sm Madiba Songue
David Etame Massoma
Massoma
Pierre Flambeau Ngayap

North

Aboubakary Abdoulaye
Mme Hayatou Aïcha Pierrette
Boubakari Ousmanou

North west

Fon Doh Gah Nyonga III
Fon Chafa Isaac
Regina Mundi

West

Ibrahim Mbombo Njoya

Sm Djomo Kamga Honoré
Marcel Niat Njifenji

South

Henry Ngali Ngoua Pierre
Menye Ondo François-Xavier
Paulette Bissecck

South West

Fon Mukete Victor
Anja Simon
Leke Akumfor Phillip

QUOTIDIEN BILINGUAL DAILY
émergence
Le quotidien privé bilingue au Cameroun
L'information pour l'action et le développement
L'information pour l'action et le développement
L'information for action and development

Une Publication de Marketing and Communication
(MARCOM)

Fondateur-Directeur de Publication :
Magnus Biaga

Rédaction Centrale

Rédacteur en chef : Kami Jefferson : 698 320 661
Rédacteur en chef adjoint : Zéphirin Koloko : 696 649 527
Chef Service Politique : Kami Jefferson : 698 320 661
Chef Service Economique : Hervé Ndongong : 679 289 078
Chef Service Société : Rosette Ombessack : 677 740 656
Chef Service Sport : Alfred Epacka : 694 845 548

Bureaux Régionaux

Chef de Bureau Littoral : Michèle Ebongue : 696 192 113
Chef de Bureau Ouest : Serge Todjom : 675 068 097
Chef de Bureau Nord : Félix Swaboka : 698 474 806
Chef de Bureau Adamaoua : Louis Bassid : 694 587 281
Chef de Bureau Sud : Jean Ismaël Bekilé : 696 237 930
Chef de Bureau Est : Bossis Ebo'o : 697 487 057
Chef de Bureau Nord-Ouest : Wambo Emmanuel : 673 577 978
Chef de Bureau Sud-Ouest : Nsonyi Armstrong : 675 583 673

OAPA/ABCs
OBSERVATOIRE AFRICAÏN DE LA PRATIQUE DES AFFAIRES
AFRICAN BUSINESS CLIMATE SURVEY
Indice du climat des affaires
Business climate index

OAPA/ABCs
INTEGRATION - PERFORMANCE - SECURITE

UN OUTIL DE MANAGEMENT
AU SERVICE DE LA PERFORMANCE
DU SECTEUR PRIVE
EFFICACITE ET COMPETITIVITE

AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

DESORMAIS :

- JE CRÉE MON ENTREPRISE SOUS LE STATUT DÉCLARATIF D'ENTREPRENANT EN 24H CHRONO ✓
- JE CRÉE MA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AVEC UN CAPITAL SOCIAL DE 100 000 FCFA SEULEMENT ✓
- LES MEILLEURES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES SONT À MA PORTÉE : CONDUITE DES MISSIONS ET CONFÉRENCES ECONOMIQUES, FINANCEMENT, JOINT-VENTURES, JUMELAGES, LEASING, CREDIT BAIL... ✓

J'ADHÈRE À L'OAPA EN CONNAISSANCE DE CAUSE

BP : 1668 Yaoundé - Cameroun / Cameroon
Tél : +237 677 604 234 / 694 188 618
Email : contact@oapa-abc.org - Site web : www.oapa-abc.org

Synergie Africaine

Le pari pour 2030

Renforcer les capacités d'une centaine d'acteurs associatifs à Bertoua en est l'objectif principal.

La troisième phase du programme pilote de formation des leaders socioprofessionnels dans la lutte contre le Sida, "Mon parti pour 2030", impulsé par Chantal Biya, première dame du Cameroun, présidente fondatrice de synergies africaine, se déroule à Bertoua, chef-lieu de la région de l'Est du 11 au 13 avril 2018. Présidée par Grégoire Mvongo, gouverneur de l'Est.

À Bertoua, le secrétaire exécutif, Jean Stéphane Biatcha indique que l'objectif principal sera de renforcer les capacités d'action d'un peu plus de 100 acteurs associatifs issus de divers milieux professionnels (autoentrepreneurs, call boxeurs, benskineurs, transporteurs urbains et interurbains, petites et moyennes entreprises, grandes entreprises, services médicaux des camps des ré-

fugiés, services publics, collectivités territoriales décentralisées...).

Trente ans après la découverte du premier cas de Sida, la maladie continue de demeurer une menace de santé publique dans le monde. Malgré les efforts enregistrés çà et là, malgré la tendance à l'inversion, la pandémie persiste. La déclaration politique des nations unies de juin 2016 sur le VIH/Sida est une interpellation de la communauté internationale. "L'échéance 2015 initialement fixée pour l'éradication du Sida est révolue. Le nouveau cap fixé par les nations unies pour éliminer le Sida est l'horizon 2030", déclare la présidente fondatrice.

À Bertoua, les modules de formation préparés avec soin par des experts nationaux et internationaux sont essentiellement axés sur l'animation communautaire, la mobilisation sociale et la planification



Jean Stéphane Biatcha

opérationnelle des interventions.

La campagne dénommée "Mon pari pour 2030" tra-

duit la volonté d'emboîter le pas à l'initiative onusienne. Dans le but d'accélérer la riposte pour lutter

contre le Sida et mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030.

Bossis EBO'O

Protection de la nature

Un atelier dédié à l'information et à la sensibilisation

L'atelier tenu à Ebolowa ce 11 Avril 2018, se situe dans le prolongement du lancement du processus au plan national en Décembre 2017.

L'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), a été retenue par le gouvernement du Cameroun comme agence de mise en œuvre du processus de mise en place des projets visant à combattre les effets néfastes des changements climatiques. Au cours de l'atelier de lancement tenu à Yaoundé en Décembre 2017 et présidé par le Ministre de l'environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, une feuille de route a été adoptée, qui contient entre autres, l'organisation des ateliers d'information

et de sensibilisation dans toutes les zones agro-écologiques. Le Gouvernement Camerounais a ainsi reçu du fonds vert climat, des ressources pour son programme d'appui, préparatoire, dont l'objectif est le renforcement des capacités de l'autorité nationale désignée.

Remi JIACHO, chargé du programme, dans son discours inaugural, est revenu sur les objectifs et les résultats attendus. Il s'agit entre autres, de susciter l'intérêt, la participation et l'adhésion des acteurs de la zone de forêt dense et humide, au processus de préparation à l'accès au fonds vert pour le climat.

Comme résultats attendus, les acteurs de la zone forêt dense devront être informés et sensibilisés sur l'existence du fonds vert pour le climat, ainsi que l'opportunité qu'offre ce fonds pour le financement de développement et la lutte contre les changements climatiques.

Le Gouverneur Félix NGUELE NGUELE qui présidait cet atelier de deux jours a exhorté les participants à suivre avec beaucoup d'attention et d'intérêts les différents modules de ce séminaire, car a-t-il martelé, la lutte contre les changements climatiques de nos jours, reste l'une des priorités majeures des

gouvernements de par le monde puisqu'il y va du bien-être des populations

et même de leur survie.

Prosper ZANG
à Ebolowa

SUPER GRAND MIFI VOYAGE PLUS

Pour votre sécurité, votre confort, voyagez avec l'Agence Super Grand Mifi Voyage Plus.

Yaoundé-Bafoussam, Bafoussam-Yaoundé

Qui va lentement va sûrement, c'est notre devise à Super Grand Mifi Voyage Plus.



Super Grand Mifi Voyage Plus, c'est écouter, servir plus, pour une meilleure satisfaction.

Direction générale BP 6522 Yaoundé :
Terminus Miboman
- Agence Bafoussam :
Ndiandam aux agences.

Pour toutes réservations :
Yaoundé : 699 59 96 58
Bafoussam : 690 11 94 44/ 690 11 63 70

Importation du poisson

Y a-t-il une mafia impliquant le Mincommerce ?

D'après une enquête essentiellement fondée sur les informations puisées de première main, le secteur de l'importation du poisson échappe à toute logique scabreuse.

Que se passe-t-il avec le secteur du poisson ? C'est la grande question de l'heure, puisque des allégations font état de l'implication de l'actuel ministre du commerce dans une mafia y relative. Voulant comprendre les tenants et les aboutissants de cette affaire, nous avons opéré une décente respectivement au ministère des finances, au ministère du commerce et auprès des importateurs pour savoir ce qu'il en est réellement. A tous ces niveaux, on nous indique plutôt le travail abattu par l'actuel Mincommerce pour en finir avec l'inflation que connaît parfois la filière halieutique. Il y a quelques mois, Luc Magloire Atangana Mbarga a sollicité de son homologue des finances, l'obtenir d'une intervention, relativement aux tensions que vit de temps en temps le marché du poisson au Cameroun, où des spéculations se font jour, du fait du blocage des importations. A en croire une note d'information émanant de

ses services dont nous avons eu copie, les importateurs sont confrontés aux difficultés d'approvisionnement du marché local, ne pouvant pas «payer leurs fournisseurs, du fait des retards dans le transfert des fonds et du renchérissement des coûts des transferts». «Notre marché s'en trouve durement affecté et la grogne commence à naître au sein des couches populaires. Afin de prévenir les risques éventuels de dérapage, je vous serai gré des mesures que vous pourriez être amené à faire prendre par les banques, pour diligenter les opérations de transfert visant ce produit particulièrement sensible», indiquait alors le patron du commerce. Là, c'est la cause réelle de l'inflation souvent remarquée dans la filière halieutique. Et les pouvoirs publics partagent cet avis. En dehors des médiations auprès de ses homologues du gouvernement, le Mincommerce organise régulièrement des concertations avec tous les acteurs de la filière pour trouver les solutions aux problèmes aux-

quels ils font face. Selon les importateurs que nous avons joints, la hausse des prix du poisson sur le marché se justifie très souvent, en raison des difficultés d'approvisionnement. « Nous bénéficions tous et de la même manière d'une attention particulière du ministère du commerce chaque fois que nous avons des difficultés », affirment-ils.

Autre chose, en 2017, l'Institut national de la statistique (Ins), a tablé sur un taux d'inflation contenu au-dessous de la norme communautaire de 3%, du fait de la volonté du gouvernement d'assurer une croissance économique inclusive avec le maintien du soutien aux services sociaux de base, l'approvisionnement des marchés, à prix raisonnables, en produits alimentaires de grande consommation ainsi que la poursuite de la lutte contre la spéculation. Toute chose qui a été scrupuleusement respectée. Dans le même ordre d'idées, la politique fiscale, inscrite dans la loi de finances et qui privilégie



Mbarga Atangana. Mincommerce

davantage l'élargissement de l'assiette plutôt que l'augmentation des taux, a été de nature à concourir à la stabilisation des prix et à la sauvegarde du pouvoir d'achat des populations. Les efforts du gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère, ont permis de respecter le seuil de 3% de surveillance. Ce qui soulage considérablement les ménages. Pour comprendre cette affaire, il convient de revenir sur les raisons de l'importation de poisson décidée par

le gouvernement. En effet, la production nationale de poisson est de 180 000 tonnes par an. Mais cela reste largement insuffisant. C'est pourquoi le gouvernement dépense environ 100 milliards par an pour importer 200 000 tonnes de poisson. Ce chiffre est rendu public à la direction des pêches, de l'aquaculture et des industries halieutiques du ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales.

Zéphirin Koloko

Est/Mines

Le gouvernement camerounais planifie la restauration des sites miniers abandonnés

Le Capam, programme gouvernemental permettant de sortir des circuits informels l'or produit sur le territoire camerounais, est actuellement en négociation avec deux sociétés pour restaurer des sites miniers exploités et abandonnés dans la région de l'Est.

C'est la principale information délivrée par Ernest Gbwaboubou, le ministre en charge des Mines, lors de sa visite dans la région, le 9 avril dernier. « Nous sommes en train d'étudier les conditions que ces sociétés nous posent. Elles auront besoin des partenaires technico-financiers. Nous sommes en train de voir comment ces partenaires peuvent accepter les conditions du gouvernement avant de signer des conventions qui pourront leur permettre de passer à l'action », a déclaré Ernest Gbwaboubou. Sur le terrain, le membre du

gouvernement a constaté que les sites ne sont pas restaurés après exploitation. Et pourtant, la réglementation en vigueur au Cameroun impose aux exploitants miniers l'obligation de refermer les trous et autres tranchées, creusés au moment de la recherche de l'or. L'une des conséquences du non-respect de cette réglementation, indique l'ONG Forêt et développement (Foder) est que 43 orpailleurs ont trouvé la mort en 2017, dans des trous non restaurés par des entreprises minières dans la région de l'Est du Cameroun.

Oscar Onana



Ernest Gbwaboubou



Les participants à la rencontre

Crise anglophone

Quand l'interventionnisme américain gêne

Parce qu'il a organisé une rencontre avec certaines figures de la société civile, du clergé, des politiques, Peter Barlerin, ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, est accusé d'avoir heurté la souveraineté de notre pays.

Peter Henry Barlerin, ambassadeur américain au Cameroun, est accusé d'immixtion dans les affaires internes d'un pays souverain. C'est que, le 3 avril dernier, l'ambassadeur américain, aréuni à Yaoundé, certaines figures de la société civile, du clergé, des politiques et un membre du gouvernement, pour parler de la crise anglophone. La rencontre n'avait pas tardé à soulever un tollé au sein de l'opinion, qui a accusé les USA de vouloir « instrumentaliser » et « internationaliser » une crise qui tire vers sa fin, dans l'objectif d'une saisine du conseil de sécurité et d'une intervention militaire des pays occidentaux qui se présentent comme les gendarmes du monde chargés de « répandre » la démocratie. Charles Tchoungang, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats du Cameroun, a même accusé le diplomate américain « d'immixtion inacceptable » dans les affaires internes d'un pays

souverain. « L'immixtion de l'ambassadeur américain dans les affaires internes du Cameroun, un pays souverain, est inacceptable », a déclaré, l'ancien bâtonnier sur les antennes d'EquinoxeTV. Joint au téléphone par nos soins, l'un des participants à cette rencontre bat en brèche les critiques : « l'ambassadeur a le droit d'inviter les gens pour une consultation. Comment un avocat respectable comme Me Tchoungang peut-il tenir de tels propos ? Grégoire Owona, le ministre du travail et secrétaire général adjoint du Rdpc était également présent à cette rencontre. Aurait-il pu s'y rendre s'il n'avait reçu l'aval de sa haute hiérarchie ? ». Selon notre informateur qui a requis l'anonymat, l'ambassadeur n'a fait aucune déclaration, il n'était qu'un simple modérateur, il s'est contenté d'ouvrir les discussions. Il aurait été question de recueillir les avis des uns et des autres sur la crise sociopolitique qui secoue actuellement le Cameroun, et

comment trouver une solution au problème. Seulement, ce n'est pas la première fois que l'ambassade américaine, face à une actualité brûlante, se lance dans ce type d'opération. De temps en temps, journalistes, hommes politiques, ministres du culte, membres de la société civile sont invités au sein des chancelleries pour exprimer leurs avis. Même l'ambassade de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le fait. Est-ce que chez eux, la réciproque serait possible ? On se souvient que lorsque l'Egypte, face aux agressions policières envers les Noirs aux Etats-Unis, avait signifié sur le sujet à ceux-ci ses préoccupations, beaucoup d'occidentaux avaient analysé cela comme une insulte vis-à-vis de la puissance américaine. Ce qu'il faut également savoir, c'est qu'on est bel et bien face à des plénipotentiaires qui servent les intérêts de leurs pays. Nul doute donc que tout ce qui a été dit lors d'une réunion comme celle dernier du 03

avril dernier, a été rapporté à Washington. En même temps, doit-on vouloir une chose et son contraire ? Les grands débats de l'heure au Cameroun ont toujours connu l'intervention de la communauté internationale occidentale, qu'il s'agisse des questions électorales, de la guerre contre Boko Haram (on leur demande même de nous aider à vaincre l'hydre terroriste), la crise anglophone... Seulement, l'ingérence est-elle toujours en soi une mauvaise chose ? Vu que parfois, des pays se cachent derrière le principe de non-ingérence pour se livrer à de multiples exactions contre leur peuple. A nos experts cette semaine, nous avons posé les questions suivantes : Peut-on interpréter le fait pour l'ambassade américaine de réunir des leaders politiques et de la société civile camerounaise au sein de sa résidence pour discuter de la crise anglophone, comme une ingérence ? A cette rencontre, a parti-

cipé Grégoire Owona, secrétaire général adjoint du Rdpc. Pouvait-il y prendre part sans l'autorisation de Paul Biya ? Ce n'est pas la première fois que l'ambassade américaine rencontre regroupe des leaders camerounais. L'ambassade de la Grande Bretagne l'a déjà également fait pour des questions et d'autres. Doit-on voir en cela une tentative d'instrumentalisation des crises auxquelles un pays comme le nôtre peut faire face ? Y a-t-il un danger que ce type de rencontres organisées par certaines ambassades se tienne ? L'un des participants à cette grande-messe nous a indiqué que l'ambassadeur américain durant les discussions n'a joué que le rôle de médiateur. Quand on sait que les ambassadeurs recueillent quand des informations pour le compte de leurs pays respectifs, peut-on avoir un jugement naïf sur la soi-disant médiation de Peter Barlerin ?

Kami Jefferson

Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions...

Léon Theiller Onana, *analyste politique*

« L'existence des relations diplomatiques entre deux Etats intègre le concept d'ingérence »



Cette crise n'est plus seulement une « crise anglophone » elle s'est généralisée comme un cancer et a pris des proportions nationales et internationales. Les parents et les familles qui avaient leurs enfants ou proches dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest les ont ramenés vers eux. La majorité des ambassades installées sur notre territoire ont demandé à leurs ressortissants installés dans ces régions de les quitter pour des raisons de sécurité. Alors face à la situation que nous vivons, il serait judicieux de se poser la question de savoir, si les propos de l'ancien bâtonnier CHARLES TCHOUGNANG de l'ordre des avocats du Cameroun sont appropriés. Dans un contexte où certains camerounais confondent notre héritage commun

à quelques individus encore agrippés aux commandes. Comme c'est révoltant de constater que certains préféreraient le pire à l'aide du voisin, fut-il complice ou neutre dans ce qui se passe au Cameroun... Parfois, il arrive des situations où ceux qui allument un feu se sentent obligés d'aller l'éteindre si les dégâts se rapprochent de leurs centres d'intérêt. Si nous nous plaçons sous le prisme du patriotisme béat, que les américains gèrent leurs problèmes et qu'ils nous laissent gérer les nôtres. Mais alors, avons-nous envie de leur dire vraiment ? Au regard de l'ampleur des dégâts que cette crise cause tant dans les familles, sur l'économie et surtout l'image que nous renvoyons à l'extérieur ?

Malheureusement cela n'est pas possible. Simplement parce que l'existence d'une relation diplomatique entre deux Etats intègre de facto, le concept d'ingérence. Le pays considéré comme étant le plus fort (économiquement, militairement, démocratiquement...) s'ingère toujours d'une façon ou d'une autre dans les affaires

de l'autre Etat, nous n'allons pas refaire le monde, surtout en restant prisonniers de nos mœurs de divisions et de luttes intestines sans fondement logique.

Il est évident que le degré d'implication varie en fonction des intérêts de ce dernier. Si le pays qui subit cette ingérence fait face à une crise sécuritaire semblable à celle du Cameroun, alors cette ingérence se fera plus accrue et plus forte. Surtout si la vie de ses ressortissants est mise en danger. Ce cadre est un début d'explication du rôle de médiation qu'a joué et que jouent les Etats-Unis au travers de son ambassadeur. Si nous analysons de façon froide l'attitude de l'ambassadeur, nous sommes obligés de reconnaître qu'il est le seul à avoir réussi à faire ce qui a manifestement dépassé les médiateurs nationaux. Il a pu réunir des protagonistes autour de la même table sans tenir compte des chapelles politiques, religieuses et idéologiques et leur demander comment s'y prendre pour résoudre la crise. Or, notre pays compte des milliers d'organisations de la société civile, Qui pé-

rorent sur les plateaux de télévision et qui sont en décalage le plus souvent avec la vérité. On se serait attendu à les voir à pied d'œuvre.

Se limiter à la question de l'ingérence américaine, c'est faire preuve de mauvaise foi. C'est vouloir attribuer du succès aux échoués que Paul Biya a envoyé discuter avec son peuple qui l'interpelle depuis. Aucun des médiateurs locaux mandatés par le président de la République ou non n'a réussi à la poser. Nous avons suivi GargaHaman qui a dit avoir effectué une mission pour le compte du président de la République, mais le résultat est celui de la violence et des tueries en continu qu'on observe toujours dans ces zones. De plus, nous n'avons pas eu ou vu une déclaration de l'Union Africaine se prononçant de façon ferme, ou prenant des initiatives concrètes pour réunir les gouvernants actuels et ce peuple qui ne demande que de l'attention et exprime sa colère de cette manière.

Nous ne pouvons décemment pas en vouloir aux USA d'essayer d'apporter des solutions, sachant que bon

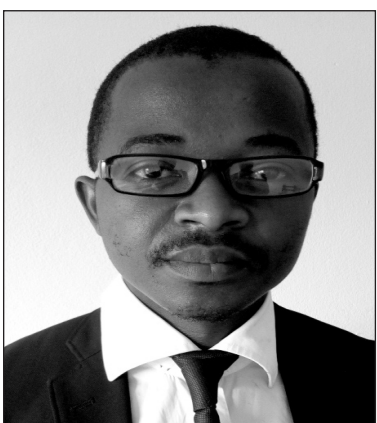
nombre de nos « nouveaux extrémistes séparatistes » vivent sur le sol américain... Cette intervention de la diplomatie américaine devrait plutôt être perçue comme un avant dernier-recours pacifique qui aidera le gouvernement à rectifier le tir.

À l'opposition qui tatillonne encore, sur l'attitude à adopter, excepté Cabral Libii qui a énoncé lors d'une interview sa proposition pour sortir de cette impasse. Il serait judicieux pour tout ce beau monde d'abandonner leurs luttes de positionnement politique, et régler ensemble cette crise qui effrite sérieusement notre unité nationale.

Les américains le font parce qu'ils ont des intérêts et des citoyens dans ce pays. Cela leur donnera probablement accès à des informations dont il aurait peut-être valu mieux qu'ils n'y aient eu pas accès. Nous nous en inquièterons plus tard. Pour l'heure ils semblent réussir là où les autres ont échoué. Si pour retrouver la paix dans ces régions, nous devons supporter « l'ingérence » américaine, ce n'est pas cher payé.

Yap Chris Fabrice, *analyste politique*

« L'ingérence fait partie de l'adn de la diplomatie américaine »



Donald Trump pendant son discours d'investiture déclarait que l'Amérique sous sa présidence cessera d'être le gendarme du monde pour se concentrer sur ses intérêts. On assistait bien là soit à un discours hautement politique semblable à celui de Sarkozy à l'investiture d'Ali Bongo en 2009, soit à un discours de bambin naïf qui ne maîtrise ni les tenants ni

les aboutissants de la diplomatie américaine. L'ingérence fait partie de l'adn de la diplomatie américaine et l'action menée par son Ambassadeur le 03 Avril s'inscrit dans cette logique. Il ne faut pas donner de façon péremptoire une connotation pernicieuse au concept d'ingérence, il peut être négatif ou positif. Des régimes pas très catholiques se cachent sous la bannière du concept de non-ingérence pour faire des massacres à huis clos. Vous convenez avec moi dans ce cas que l'ingérence d'un acteur partenaire pour arbitrage devient salutaire. Pour revenir sur la question que vous me posez, nous vivons dans un monde globalisé et la crise anglophone de ce fait n'est plus un problème camerouno-camerou-

nais, car pouvant impacter sur l'équilibre de toute une région et avoir des répercussions au niveau mondial ; Les USA abritent en ce moment plusieurs cadres du mouvement dit ambazonien et ce pays représente pour nos frères anglophones ce que la France représente à nous autres Camerounais de culture francophone ; Ne me demandez donc pas de trouver incongrue la messe convoquée par l'ambassadeur américain pour tenter d'apporter une solution. Quand on se rappelle que depuis le début cette crise en 2016, le pouvoir de Yaoundé fait la sourde oreille à l'approche proposée par la quasi-totalité de la classe politique et intellectuelle pour résoudre cette crise, on est en droit de se dire

que le moment est arrivé pour qu'un acteur « externe » apporte sa contribution dans l'espoir d'œuvrer pour une accalmie politico-sociale dans les zones anglophones. Si l'Ambassadeur de la Grande Bretagne avait auparavant convoqué une réunion de la même teneur, c'était pour les mêmes motifs. La Grande Bretagne ne peut pas rester insensible à la situation dans la partie anglophone du Cameroun qu'elle maîtrise bien pour avoir été la puissance mandataire puis tutélaire de 1919 à l'indépendance. Si elle aussi était intervenue c'était à juste titre. Vous me demandez si des réunions de cette nature peuvent avoir des dangers.

Des dangers peuvent advenir si et seulement si ces

partenaires font montre d'un manque d'impartialité et prennent fait et cause pour une partie. Les partenaires savent tout naturellement qu'ils ont une voix consultative dans les problèmes internes du Cameroun. Ce qui n'enlève rien à la possibilité de décanter un certain nombre de situations. Parmi les participants à la réunion du 03 Avril se trouvait le Ministre Grégoire Owona, quand on connaît le fonctionnement complexe du régime de Paul Biya, on imagine mal son Ministre, Secrétaire Général Adjoint du RDPC participer à une telle réunion sans le consentement du grand Manitou et surtout son onction, ça lui vaudrait une expulsion définitive du jardin d'Eden.

Cyrille Ngoua, *Coach Consultant en Management*

« Un ambassadeur a le devoir de neutralité »



Un ambassadeur, fut-il celui des Etats-Unis, a le devoir de neutralité. Que l'ambassadeur Américain Peter Henry Barlerin prenne l'initiative de réunir des leaders politiques et de la Société civile Camerounaise dans sa résidence pour parler de la crise Anglophone est non seulement une ingérence mais de la provocation vis-à-vis du pouvoir en place. Un tel

égarement sous d'autres cieux conduirait absolument vers la révision et même la rupture des relations diplomatiques entre les deux Etats concernés. On pourrait d'ailleurs se poser la question de savoir pourquoi l'administration Camerounaise souvent très zélée quand il s'agit d'interdire certaines réunions annoncées par des partis de l'opposition ou des Ongs Camerounaises, n'a pas daigné s'opposer à la tenue de celle-là. Le Ministre Grégoire Owona ne pouvait normalement pas prendre part à cette réunion sans l'aval du Président Paul Biya. Et sa présence en tant que membre du Gouvernement aux côtés des autres participants

qui soutiennent certainement des avis contraires à celui du pouvoir en place vis-à-vis de la gestion de la crise Anglophone, pose quand même un problème. Et plus grave encore, à une réunion convoquée par un diplomate. Avec cette autre participation qui suscite des interrogations à une telle réunion, on aurait du mal à qualifier ce nouveau rôle du Ministre Owona dans le Gouvernement. Est-il devenu la taupe que le président Biya envoie dans les réunions tendancieuses pour y recueillir des informations stratégiques ou tout simplement l'avocat du Gouvernement qui doit aller défendre la position de celui-ci même? Il s'agit effectivement d'une tenta-

tive d'instrumentalisation des crises qui affectent notre pays dans la mesure où de telles rencontres n'y apportent nullement des pistes de solution. Ces ambassades donnent plutôt l'occasion à certains leaders aux positions radicales de trouver un cadre pour exprimer leur amertume et contourner ainsi les interdictions et autres répressions dont ils sont souvent victimes de la part du pouvoir en place. Il y a effectivement un énorme danger à laisser ces ambassades tenir ce type de rencontres et plusieurs raisons peuvent justifier cette affirmation. Premièrement, elles semblent totalement échapper à tout contrôle de l'Etat. Deuxièmement el-

les peuvent donner lieu à une liberté de ton et par conséquent permettre de radicaliser davantage certaines positions. Et enfin ces réunions peuvent servir à fragiliser le pouvoir en place. Il ne faut donc surtout jamais banaliser ce genre de réunion, elles doivent nécessairement avoir des objectifs bien précis. Elles permettent effectivement à ces ambassadeurs de recueillir le maximum d'informations qui seront naturellement exploitées par leurs pays le cas échéant. Le plus grave, c'est le laxisme affiché par le Gouvernement face à cette immixtion dans ses affaires. Ce qui n'est absolument pas possible dans le sens contraire.

Mindja Zam Georges, *conseiller Municipal de la Mairie de Bertoua 2^{ème}*

« Le Cameroun n'est ni contre l'Occident, ni à son service »



Tout au long de la dernière semaine, l'attention des camerounais a été accaparée par une actualité haletante, qui tourne autour des accusations d'ingérence des Etats-Unis dans les affaires internes du Cameroun. Dans notre pays, les faits et gestes de la communauté internationale sont souvent soigneusement observés. D'aucuns se posent la question de savoir pourquoi cette hostilité déclarée au pouvoir de Yaoundé que les membres de ladite communauté se transmettent les uns les autres. Nous nuancerons en faisant savoir aux pays occidentaux, en l'occurrence le pays de l'oncle Sam, qu'ils comprennent et acceptent la réaction de méfiance, voire de rejet que suscite leur intervention devant la société civile, le clergé, les politiques et un mem-

bre du parti au pouvoir.

Par ailleurs, la façon dont ils sélectionnent les auditeurs qui les adoubent, n'est pas fortuite, car du point de vue de certains camerounais, ces pays occidentaux n'ont pas toujours été bien intentionnés à l'égard de notre pays, le Cameroun. Bien évidemment, ils peuvent avoir des intentions saines qui pourraient être de l'intérêt de voir le dénouement positif de la crise dite anglophone. C'est peut-être ici que se situe le paradoxe de la présence d'un représentant du parti au pouvoir à cette assise. Pour d'autres encore, le bémol qui accompagne ce légitimisme du parti au pouvoir, pourrait être lourd de significations. Mais en observant plus clairement, nous pensons que le président national du Rdpc a voulu montrer que quoiqu'il en soit, le Cameroun est de plus en plus convaincu que c'est à ses fils de s'exprimer face à des situations de crises, tant sociales, politiques, qu'économiques. Il fallait à cet effet, aller suivre ces joutes verbales indécentes et sans contrainte, de ce diplomate. Toutefois, nous osons croire que l'opinion camerounaise est contre l'ingérence occidentale.

La crise dite anglophone est devenue une crise de conscience camerounaise, comme le démontre l'abondante indignation exceptionnelle et le caractère tranché, parfois outrancier de la plupart des camerounais. A cet effet, l'idée du président national du Rdpc de laisser le secrétaire général adjoint, aller à cette rencontre, est de montrer que le Cameroun n'est « ni contre l'Occident, ni à son service ».

Au Cameroun, les déclarations de nos amis des Etats-Unis ou de l'Angleterre, sont de plus en plus controversées. Ces déclarations lors des points de presse ou des autres multiples rencontres, sont jugées scandaleuses, car ces pays occidentaux en sont réduits à s'immiscer dans la liberté de pratique démocratique et souveraine des Etats. Ces pays qui prennent souvent des positions ubuesques et incohérentes, font croire à l'opinion publique camerounaise qu'il y a un risque d'instrumentalisation des crises sociopolitiques auxquelles notre pays fait face. L'on pourrait se demander si ces déclarations souvent tapageuses peuvent apporter l'apaisement ou bien ces pays occidentaux veulent

recupérer la sympathie des leaders des partis d'opposition. Pour les camerounais fiers de l'être, nous fustigeons les dommages collatéraux et les bourdes des pays sus cités, et constatons la perte de leur crédibilité. Les représentations diplomatiques au Cameroun ne doivent pas devenir des tribunes médiatiques, car les camerounais ont de plus en plus mal à cacher l'agacement de leurs atermoiements. En cause, ces multiples rencontres qu'elles organisent, qui peinent à mener à bien leur médiation de façon discrète.

Il est toutefois impensable que les diplomates, au lieu de prendre des notes pour exploitation dans leurs pays respectifs, dans le but d'améliorer les relations bilatérales, se joignent plutôt aux leaders de la contestation du pouvoir de Yaoundé, en défendant de toute leur arrière-pensée, leur hostilité audit régime en place. Nous constatons que chaque fois, bon nombre des plaidoyers de cette communauté internationale sont semblables aux revendications de l'opposition. Cette proximité a toujours été dénoncée par le gouvernement de la république.

Bien que la diplomatie française, américaine ou anglaise, quadrille en effet la planète et dispose d'un maillage à la hauteur de leur rangs, pour certains, membres permanents du conseil de sécurité, nous continuons à supposer que les tentatives occidentales sont de vouloir faire intervenir l'ONU et les impliquer dans nos problèmes internes. Heureusement pour le Cameroun que le terrain est glissant, car d'autres pays, en l'occurrence la Russie et la Chine, membres permanents, également du conseil de sécurité, ne se laisseront pas bernés et embarqués dans cette dérive.

Nous ne prétendons pas détenir la vérité, mais nous pensons comme la plupart des camerounais, que la résolution des crises sociopolitiques au Cameroun, devrait être le fruit de la lutte de toutes les composantes politiques et de tous les concitoyens patriotes. Ce sont les acteurs incontournables dans le jeu politique, quitte à nouer des alliances et non attendre la médiation qui viendrait de l'extérieur, par le truchement des représentations diplomatiques accréditées au Cameroun.

Oumar Ndoumbè, *Société Civile*

«L'ambassadeur américain est tout à fait dans son rôle»



Le Cameroun, à l'instar de la plupart des pays de la planète fait partie intégrante de ce qu'on peut appeler « la communauté internationale » reconnue par le système des Nations Unies, joue son rôle comme les autres dans le concert des Nations. Le fait de cette appartenance lui octroie des droits mais également des devoirs dont celui d'accueillir sur son sol des diplomates étrangers. Et leur rôle est très bien encadré même si çà et là on peut constater des dérives. Aujourd'hui, le cas le plus flagrant et qui empoisonne les relations internationales depuis l'arrivée de Trump au pouvoir c'est cette affaire présumée de l'immixtion de la Russie dans la campagne électorale américaine qui a vu la victoire de Donald Trump. Et si la fièvre n'est pas encore retombée, c'est en raison effectivement du rôle que peuvent jouer les ambassades dans les politiques nationales. Mais qu'on

ne s'y trompe pas. Qu'on le veuille ou non, cette immixtion est toujours présente même si elle se déroule dans les salons feutrés des chancelleries. La polémique ici soulevée est une tempête dans un verre d'eau et Maître Tchoungang le sait parfaitement. Il a voulu en rajouter sur un plateau de télévision pour montrer qu'il est un fervent défenseur de la cause nationale. Mais ces effets de manche n'impressionne que lui-même où les naïfs qui ne comprennent pas les « jeux » de la diplomatie internationale. Si maître Charles Tchoungang était sérieux, alors on devrait se désoler du niveau d'un avocat qui a tenu le Barreau du Cameroun. Les arguments avancés ne tiennent pas la route. Parler « d'ingérence intolérable dans les affaires internes du Cameroun... d'immixtion inacceptable dans les affaires internes d'un pays souverain etc... » Ce sont là des déclarations d'une grande naïveté. Immixtion inacceptable ? Comment comprendre que d'un côté on accuse ainsi les Etats-Unis d'immixtion dans nos affaires internes et de l'autre côté, accepter que ces mêmes Etats-Unis installent des centaines de leurs militaires sur notre sol pour faire du renseignement ? Comment accepter que des agences américaines

sous couvert de mener des actions sociales soient truffées d'agents du renseignement ? Le Cameroun est-il en mesure d'avoir des équipements et des hommes pour savoir ce qui se passe dans les ambassades américaine, chinoise, russe, française ou britannique installées au Cameroun ? Immixtion intolérable dans les affaires internes du Cameroun dit-il ?

Mais qui ne se souvient qu'après des mois de lutte infructueuse contre Boko Haram, l'ancien Président français François Hollande avait convoqué à l'Elysée les chefs d'Etats africains pour leur imposer de mutualiser leurs efforts pour mener cette lutte ? Est-ce qu'en son temps Boko Haram n'était pas une affaire interne pour que sa gestion nous soit imposée par l'extérieur ? Charles Tchoungang nous parle de « ...pays souverain ». Le Cameroun est-il aujourd'hui un pays souverain, alors que son économie est bradée aux intérêts étrangers ? Le Cameroun bat-il sa monnaie ? Les secteurs stratégiques du Cameroun ne sont-ils pas aux mains d'étrangers ? Le port de Douala, celui de Kribi, la socapalm, la Camrail ne sont-ils pas entre les mains de Vincent Bolloré ? La société d'électricité n'est-elle pas entre les mains de fonds de pensions anglais

? Ne sont-ce pas les chinois qui construisent les routes, les ponts, les usines clés en main et nous fournissent les avions ? N'en jetons plus. La liste est longue. Est-ce cela que Maître Tchoungang appelle « pays souverain » ? Pas loin de nous, une avocate camerounaise, condamnée par la justice de notre pays, n'a-t-elle convolé en justes noces pour acquérir la nationalité française et n'a-t-elle pas été libérée par des pressions du gouvernement et des réseaux français ? L'ambassadeur américain est tout à fait dans son rôle.

Accrédité au Cameroun, il est dans son devoir de comprendre la situation qui prévaut et d'apporter si possible sa contribution à la médiation du problème posé. Les Etats-Unis ont apporté en leur temps leur contribution à la lutte contre Boko Haram. Il est naturel qu'ils apportent la même contribution à la résolution du problème dit anglophone. Le rôle d'un ambassadeur ne se limite pas à offrir des chaises roulantes pour handicapés, où d'offrir des couvertures ou des médicaments lors des catastrophes naturelles ou non. Son rôle est également de contribuer à la résolution de certains problèmes en fonction de leurs intérêts. Et c'est cela la diplomatie de présence, pas celle que nos

journalistes de la Crtv et de Cameroon Tribune claironnent à chaque gesticulation du Président Paul Biya. Certes, il ne faut pas voir la vie seulement en rose. Au sein de certaines ambassades, des officines ouvrent dans l'ombre pour déstabiliser un Chef d'Etat, un ministre, un gouvernement en fonction de leurs intérêts bien compris. Et cela est aussi connu de tous et doit être condamné avec la plus grande énergie. Souvent c'est le gouvernement qui se plaint de ce genre de comportement. Mais pour le cas qui nous interpelle, cette rencontre est tout ce qu'il y a de plus normal et les Etats-Unis n'ont pas besoin de ce genre de rencontre pour « instrumentaliser » ou internationaliser le problème dit « anglophone ». L'ambassadeur aux Nations Unies en est capable dès lors qu'elle a reçu le feu vert de son administration et ceci accompagnée par les médias les plus conservateurs. En quelques jours, un gouvernement chouchouté peut devenir honni. Mon cher Maître Tchoungang devrait donc pour une fois, ranger sa robe d'avocat et venir donner aux téléspectateurs des explications à même de les rassurer au lieu de pousser des cris d'orfraie qui n'honorent aucunement ni la profession d'avocat ni l'intelligence des camerounais.

Georges Nyazang Boyokino, *expert en communication politique*

« Le diplomate Américain a manqué une occasion de se taire »



Depuis l'instauration du multipartisme dans notre pays, les relations diplomatiques entre le pays de l'oncle SAM (les Etats-Unis d'Amérique) ont toujours été plus ou moins problématiques. Il a en effet toujours été reproché aux Ambassadeurs Américains leur manque de réserve sur les questions de

politique interne du pays. On se souvient de Son Excellence Francess Cook dans les années 90 avec ses accointances avec le SDF de Ni John FruNdi. C'est dire le complexe de supériorité qui caractérise ces plénipotentiaires depuis la nuit des temps et qui temporellement les a amenés à prendre des initiatives plus ou moins blâmables, voilant à peine leur prise de position sur des questions où leur devoir de réserve les y aurait obligés. Francess Cook en son temps aurait d'ailleurs joué un rôle très décisif pour le voyage du Chairman aux Etats-Unis pour la cérémonie d'investiture du Président Bill Clinton.

Des attitudes et d'autres qui révèlent plus le choix de l'homme que celui du diplomate.

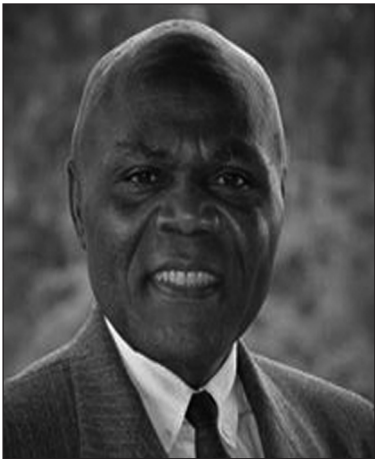
Les Ambassadeurs sont des personnalités relevant du ministère des relations extérieures de leurs pays d'origine. Leur prise de position est par conséquent sous-tendue par le visa du gouvernement qu'ils représentent. Il est évident que les territoires américain et canadien ont toujours servi de base arrière aux Ambazoniens. Le diplomate Américain venait de manquer une occasion de se taire. Lorsqu'on observe le casting de ses invités, il est clair qu'il y a manifestement intention de raviver

les tensions et donc, de nuire à la cohésion sociale que laborieusement les et les autres s'attèlent à faire rétablir. La présence du ministre Grégoire Owona à ce cirque n'enlève rien au caractère présomptueux et hautement incitateur de son initiative, un ingrédient pour distraire la galerie. Nous sommes un Etat souverain et bien qu'ouvert au dialogue et propositions de solutions des pays amis, il m'apparaît saugrenue de penser que c'est dans une ambassade fut-elle celle des Etats-Unis d'Amérique, que le dialogue doit être amorcé. Il avait bien la possibilité de rencontrer le ministre de l'administra-

tion territoriale, le ministre des relations extérieures, le Premier ministre et même le Président de la République s'il le fallait et leur faire des propositions, plutôt que de convoquer les pourfendeurs du régime dont les opinions sont connues d'avance. Pour finir, nous disons qu'il est grand temps que l'Etat remonte les bretelles à ceux des ambassadeurs qui ne se conforment pas aux usages diplomatiques. C'est au Chef de l'Etat qu'un ambassadeur présente ses lettres de créance, et c'est également à lui que doit revenir la primeur d'une initiative touchant à la souveraineté de l'Etat.

Michel Mombio, *Dp de "L'ouest Républicain", et militant de Base du RDPC*

« Il ne s'agit pas d'ingérence, mais de contribution à la recherche de la paix »



Si j'ai bonne mémoire, Me Charles Tchoungang dont vous parlez, à une époque, était un habitué de ce genre de salon. Il ne parlait pas alors d'ingérence. Les États-Unis d'Amérique sont un pays ami du Cameroun. Ils sont préoccupés par la paix dans la sous-région en général, et dans notre pays en particulier. Lequel se trouve à une position charnière dans cette partie de l'Afrique. Aussi les a-t-on vus s'impliquer dans diverses questions militaires, y compris l'École de guerre de Yaoundé. On aurait pu aussi, à ces occasions-là,

parler d'ingérence, compte tenu du caractère sensible de cette question qu'est la défense. Pourquoi ne parle-t-on pas d'ingérence lorsqu'on reçoit des aides multiformes de ces mêmes pays ? Non, il ne s'agit pas d'ingérence, mais de contribution à la recherche de la paix. Le dialogue et la négociation sont inhérents à la pratique politique chez les anglo-saxons. Cette approche s'oppose au conflictualisme, selon les termes du Pr Claude Abé, qui caractérise le monde latin dont la France fait partie. Ainsi, vous constaterez que ceux qui poussent des cris d'orfraie, sont essentiellement des francophones. Ils aiment l'affrontement, la surenchère et l'invective, là où les anglo-saxons privilégient la discrétion et le pragmatisme. C'est justement cet esprit d'affrontement qui met le feu dans les deux régions anglophones, et incite les pays amis tels que les USA, à s'impliquer pour rechercher la paix.

Grégoire Owona est l'un des

rare ministres vraiment politiques de Paul Biya. Son cursus qui l'a mené de la base au sommet, l'a préparé aux missions politiques. Sur le plan essentiellement politique, c'est lui que le président désigne pour certaines missions délicates, surtout lorsqu'il faut aller à la rencontre des autres pour négocier. Ainsi, lorsqu'il a fallu négocier avec le SDF, c'est lui qui fut envoyé. De même, sa trajectoire gouvernementale le conduit à des postes où doit prévaloir le dialogue. C'est le cas de ceux de ministre chargé des relations avec les assemblées et de ministre du travail. Dans notre système politique jacobin dit de présidentialisme concentré, toutes les demandes sont traitées dans la « boîte noire » de la présidence de la République. Par conséquent, rien ne se fait sans son accord. On peut donc supposer que Grégoire Owona a reçu le quitus présidentiel. Toutefois, il jouit d'un capital-confiance suffisant pour agir sur certaines questions avant de rendre

compte. Il sait d'instinct ce qui est bon pour le régime et ce qui ne l'est pas.

Cette démarche américaine entre dans la logique de la consultation permanente des forces politiques et de la négociation politique si caractéristiques des anglo-saxons. Cela ne devrait pas surprendre quiconque sait comment fonctionnent ces pays-là. La Grande Bretagne a déjà pris position sur la question anglophone, en réitérant le caractère intangible de l'État unitaire. Je ne vois donc pas en quoi et pourquoi ce pays instrumentaliserait quelque crise que ce soit. Je les crois sincères dans leur démarche dans la recherche de la paix, laquelle est indispensable à la prospérité de leurs différents intérêts.

Nous devons encourager le dialogue pour instaurer un meilleur vivre ensemble. Ces pays sont à féliciter pour nous montrer ainsi la voie. Rappelez-vous qu'il avait fallu que Chirac ramène Milla dans son avion, pour que Biya le vît

enfin... Il n'y a aucun danger à imiter les bonnes pratiques, surtout pas en politique. Le seul vrai danger à mon sens, est celui de passer pour un pays d'intransigeants. C'est mauvais pour notre image de marque.

Il ne faut pas infantiliser nos leaders. Aucun de ces invités n'est assez naïf ou idiot pour aller « vendre » son pays. Honnêtement, je ne vois pas quels secrets ils pourraient trahir, que les services secrets des USA ne puissent pas obtenir plus subrepticement. La CIA américaine est l'une des meilleures officines de renseignement du monde. Ils ont en plus les moyens de leur politique. Les informations sensibles se recueillent en secret. Pas dans ce genre de rencontre ! La vérité est que ces ambassades font le constat de la panne de dialogue social dans notre pays. C'est comme s'ils disaient : « Vous voyez ! Vous rencontrer, pour parler entre vous n'est pas si compliqué... »

Franck Hubert Ateba, *homme politique*

« Ça n'a rien à voir avec l'instrumentalisation »



Le fait que l'ambassade américaine ait réuni des leaders politiques et de la

société civile camerounaise au sein de sa résidence, pour discuter de la crise anglophone n'est pas une ingérence. Par contre ça peut être considéré comme des actions diplomatiques. Ils ne sont pas une puissance et un partenaire du Cameroun pour rien. Je ne pense pas que c'est de force que les États-Unis ont assisté le Cameroun militairement que ce soit pour sa sécurité ou la lutte contre le terrorisme. Dès lors que l'État ouvre ses portes à une puissance dans le cadre d'une coopération, il est de bon ton que, dans le souci de la démocratie et de l'équité,

il puisse solliciter d'autres acteurs considérables.

Déjà le président Paul Biya ne peut pas refuser que son parti soit représenté si celui-ci est convié. De plus, un haut responsable de ce parti-là ne peut pas participer à une telle organisation diplomatico-politique et géostratégique, même si il est nommément invité, sans informer la hiérarchie.

Ça n'a rien à voir avec l'instrumentalisation. Quand on veut instrumentaliser, on n'a même pas besoin de rencontrer les gens en journée. On les rencontre nuitamment, hors du Came-

roun et on fait ce qu'on a à faire. Je pense que c'est une aubaine pour inviter les uns les autres à la table avec « une tiers impartial » qui réunit les acteurs. Tous les jours, il y a des manifestations aux États-Unis qui interpellent cette puissance-là à demander au pouvoir de Yaoundé d'avoir un droit de regard sur ce qui se passe. Nous sommes en relation avec les États-Unis tout comme les autres puissances. Et ils sont interpellés chaque fois que besoin se fait sentir et ils doivent réagir.

Pour que les États-Unis déstabilisent le Cameroun, ça ne

leur prend pas une semaine. Donc, s'ils ont cette volonté, ils réussiront, le Cameroun n'étant même pas une puissance. Je ne pense pas à une quelconque naïveté. Les États-Unis n'ont pas besoin de se présenter en plein jour pour prendre parti et ne peuvent que se présenter sous le socle de médiateur, d'où le terme « Tiers impartial ». Et la crise anglophone ne pourra plus se résoudre sans un tiers impartial. Soit ce sera les Nations Unies, soit une puissance qui a de l'influence. Entre nous Camerounais, ça nous a dépassés.

Professor Gustave Lele, *Expert in International law and cooperative law*

« The US has long standing relations with Cameroon »



The Interpretation that the ambassador's meeting with members of the civil society, the clergy and political leaders was a sort of interference into the internal affairs of a sovereign state like Cameroon is not correct. For those who know America very well, its policies are always geared towards promoting human rights and democracy around the world. By trying to know how things are functioning in a country should n't be interpreted as interference into the internal affairs of a country like Cameroon. You know H.E Peter

Henry Barlerinis still very new in Cameroon and so he ought to fully understand Cameroon. If he met with these personalities concerning the Anglophone crisis it might be to help the government come out with long lasting solutions, why can't we consider it as a good initiative rather than looking at it the other way?

As deputy secretary general of a political party, it's just but normal to inform the party top officials before representing the party in any gathering or meeting. Gregoire Owona certainly informed the

Head of state before taking part in Ambassador Barlerin's meeting. Though, he may do that through the SG who in turn informs the president of the party. To me Gregoire Owona can't take the initiative single-handedly, the party hierarchy was aware.

If we look at it as a way to ignite instability, we will be mistaking. International relation is something very complex and if care is not taken, there will be misinterpretations in any step taken. It is true that we have seen that elsewhere, I mean in other countries but that does not

mean it can happen in Cameroon. I, for example don't see any danger in these meetings held by diplomats. They are simply doing what they are supposed to do. The US and UK have long standing relations with Cameroon and I don't think there is any hidden agenda in the meetings.

Before appointing somebody as ambassador, certain characteristics and qualities are considered. So, H.E Barlerin is somebody who is up to the task. I don't see him giving unfair judgement on the Anglophone crisis.

Youmo Koupit Adamou, *membre du Bureau Politique de l'UDC*

« Sur quels critères Peter Barlerin a-t-il choisi les personnalités invitées à cette rencontre ? »



Lorsque les membres d'une même famille s'entredéchirent pour quelque raison que ce soit, le voisin doit spontanément intervenir pour contribuer à ramener le calme au risque d'être coupable de « non-assistance à personnes en danger ». Par ailleurs, le monde est devenu un village planétaire et la solidarité internationale des pays qui s'impose dans les jeux d'intérêts entre les nations, im-

pose une autre manière de comprendre et d'interpréter la notion d'ingérence. Un pays qui a le souci de préserver ses intérêts dans un pays, peut avoir des insomnies en observant que ce pays est en train de basculer dans une crise interne dont les conséquences ne pourront épargner personne et ne manqueront pas d'impacter négativement ses dits intérêts.

Je pense que c'est comme cela qu'il faut comprendre l'attitude des Etats-Unis d'Amérique dans le cadre de la crise anglophone qui perdure et s'enlise davantage au fil des jours. Cette réalité contemporaine dans les relations internationales multilatérales ou bilatérales entre les pays du monde, s'inscrit dans le prolongement de la réalité de notre tradition Bantou qui voudrait

que le voisin soit prompt presque obligatoirement à éteindre le feu qui calcine la maison du voisin parce ce feu risque d'évoluer vers la sienne. Les Etats-Unis sont géographiquement si loin de nous mais pourtant très près de nous en même temps sur plusieurs aspects de notre vie et le Cameroun n'est pas n'importe quel pays dans la stratégie géopolitique africaine des pays occidentaux. Cependant, il faut interroger les experts de la diplomatie ou des relations internationales pour comprendre l'approche utilisée par Son Excellence l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Cameroun car le casting et le manque de transparence qui ont caractérisé cette approche me semblent interrogeables. Sur quels critères a-t-il choisi

les personnalités invitées à cette rencontre ? Pourquoi ces personnalités y sont-elles allées sans la moindre réserve ? Un leader de l'opposition qui à ma connaissance n'a pas été délégué par ses pairs ; un membre du gouvernement dont on ne peut dire qu'il y été invité à qualité puisqu'il est en même temps Secrétaire Général Adjoint du Comité Central du Parti au Pouvoir et que le portefeuille ministériel qu'il gère ne fait pas de lui, le Ministre indiqué pour une rencontre relevant du domaine de la diplomatie ; pas de publication de la rencontre avant sa tenue et pas de communiqué officiel publié pour sanctionner la fin de ses travaux. Tout ceci peut concourir à redouter la velléité d'un jeu trouble susceptible de créer la zizanie au sein du peuple ou de divi-

ser la famille Camerounaise plutôt que de contribuer à la consolidation de son unité et la confiance mutuelle. En tout état de cause, le mutisme du Gouvernement sur ce sujet peut être révélateur de son onction préalable en faveur de cette rencontre. Ce qui serait une maladresse de plus car la classe politique camerounaise comme la société civile dans une large majorité, soutiennent la thèse d'un dialogue républicain inclusif comme meilleure approche pour trouver des solutions fiables et durables à la crise anglophone. La solution à la crise anglophone ne saurait résulter d'une rencontre restreinte entre quelques personnalités subjectivement choisies et invitées par un Ambassadeur, fut-il celui des Etats Unis.

Aimé Cyprien Olinga, *président du front démocratique révolutionnaire*

« L'ambassadeur a fait son travail »



Lorsqu'il y a un vide, il faut bien que quelqu'un le comble. C'est une bonne initiative de la part des Etats-Unis qui

sont là en train de combler un vide que nous avons tant souhaité que ce soit notre président qui le comble. Nous avons pensé au début de la crise anglophone qu'il fallait que le président de la république ouvre un dialogue autour de la classe politique, la société civile et le clergé. L'objectif étant qu'ensemble, nous puissions trouver une solution de sortie de crise. Nous avons défendu cette idée pendant des mois en vain. En tant que secrétaire général adjoint du comité central

du Rdpc, peut-être Grégoire Owona était le plénipotentiaire de Paul Biya. Toutefois, je connais certains acteurs très sérieux de notre scène politique, qui auraient pu apporter quelque chose, qui n'ont pas été invités. L'initiative est bonne, mais faut-il encore que les acteurs conviés soient sérieux. Ce n'est pas mauvais qu'un grand pays, un pays ami du Cameroun puisse rencontrer un certain nombre d'acteurs politiques pour discuter d'un certain nombre de problèmes avec eux. Néan-

moins, on peut soupçonner les Etats-Unis. Parce que, quels sont les critères qui faille qu'on rencontre certains acteurs et pas d'autres ? A partir de là, on peut penser que ceux que les Etats-Unis rencontrent sont facilement manipulables. Et que ceux qui sont patriotes sont carrément ignorés. Ceux qui pensent que l'ambassadeur n'a joué que le rôle de médiateur pendant les discussions refusent de savoir quel est le rôle d'une représentation diplomatique dans un pays. L'ambas-

sadeur a fait son travail et il faut le féliciter. Parce que notre plénipotentiaire national n'a pas pu le faire. Si le président avait pris le taureau par les cornes, en prenant ses propres responsabilités pour mettre en place une table de dialogue, je ne vois en quoi l'ambassadeur se serait gêné pour organiser un tel débat en lieu et place. Même s'il instrumentalise certains acteurs, on ne pourra pas leur reprocher parce que l'Etat n'a pas pris ses responsabilités.

Dr Eric Doh, *lecturer IRIC*

« Civil Society organisations are very powerful in western countries »



It is very easy for people to go on air and say whatever they want or like without verification. For barrister

Charles Tchoungang to describe the US ambassador's meeting with civil society, religious and political leaders as something "unacceptable", on what grounds is he saying that? I think he does not fully understand how countries of the west function. America for example gives respect to these categories of persons. Civil society organisations are very powerful, in short the institutions are more powerful than the state. That's certainly the reason why the ambassador organised such a meeting. It should not only be regarded

as trying to interfere into the internal affairs of another country. Inviting Gregoire Owona, Deputy Secretary General of the CPDM party, is an important reason not to think the way Mr. Tchoungang is thinking. It is to show impartiality in handling matters. Certainly Paul Biya himself was aware that his subordinate was to take part in such a meeting since it concerned a very sensitive matter (Anglophone crisis) that preoccupies the state now. One can never say with exact-

titude whether there are hidden agendas concerning the holding of these meetings by diplomats. But one can never roll out speculations. The barrister to me was speculating and speculations at times never come true. The US has been helping Cameroon in the fight against terrorism in the Far North region and will not come in now to try to encourage the same ill she is fighting against. I just have few words to say here, let's be optimistic, there is no danger here. That's all Bilateral relations are very

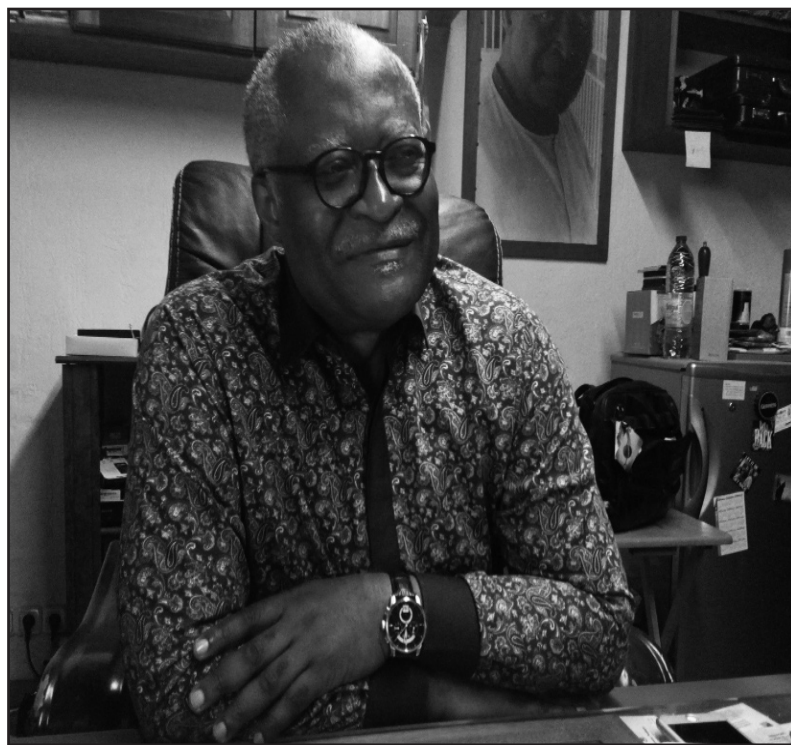
complex. If there is unfair judgement by the diplomat, Cameroon on the other hand can't sit and watch. The country will also react through press conference as Minister Tchiroma has often done. We have seen cases where ambassadors or diplomats are expelled because of one disagreement or the other. This is what is actually taking place between the UK and Russia. We don't wish that to happen to Cameroon. That's all I can say.

Propos recueillis par la rédaction

Akere Muna

« Je suis proposant et non opposant »

Le candidat à la prochaine présidentielle, à cœur ouvert.



A quelques mois de la présidentielle, on remarque que vous avez effectué des descentes sur le terrain, notamment dans les régions. Néanmoins, tout cela ne reste-t-il pas un peu timoré ?

Nous sommes déjà descendus dans 7 régions (Est, Adamaoua, Nord, Extrême-Nord, Sud-Ouest, le Centre et le Littoral). Nous faisons des rencontres qui ont lieu sur deux terrains : celui de la diaspora et celui national. Nous rencontrons des gens.

Lorsque vous parlez de diaspora, on observe quand même que vous semblez prioriser beaucoup plus cette diaspora que ceux vivant au Cameroun. La participation de la diaspora est importante. Elle doit comprendre le rôle qui est le sien. Pendant longtemps, elle a été écartée de ce qui se passe chez nous, alors qu'elle apporte beaucoup sur le plan financier notamment. Il faut donc les associer à ce qui se passe ici. Ensuite, des fois, je profite de mes voyages dans le cadre de mes obligations professionnelles pour rencontrer la diaspora. Je fais d'une pierre deux coups. Par exemple, je dois me rendre à Londres ce samedi dans le cadre de mes fonctions comme président du comité de vérification de la fédération internationale des associations d'athlétisme. Je vais donc en profiter pour rencontrer la diaspora.

Vous avez intégré une plateforme de partis politiques qui vous a choisi comme son candidat à la prochaine présidentielle. Certains ont estimé qu'il s'agit de partis de moindre envergure. Que leur répondez-vous ?

C'est une stratégie qui participe de mettre ensemble ceux qui veulent me soutenir. Il y a quatre

entités : les personnalités politiques, les partis politiques, les associations et certains syndicats. C'est assez divers, car il y a des partis qui ont des conseillers municipaux, et d'autres qui n'en ont pas. Ceux qui sont avec nous ont une détermination avérée et la même passion que moi. Je ne suis en train de faire un tri parmi les partis politiques, encore que je ne suis pas membre d'un parti politique. Vous savez qu'il y a une certaine fracture entre les citoyens et les partis au Cameroun. L'élection présidentielle c'est quelque chose de différent ; la dynamique est différente. C'est une personne qui se présente au peuple. Je ne pense pas qu'il faille faire une différence entre la taille des partis politiques.

Certains proposent une primaire des partis politiques d'opposition pour le choix d'un candidat à la présidentielle. Souscrivez-vous à cette démarche ?

Une primaire doit être sous-tendue par un cadre. C'est bien de vouloir copier ce que font les autres, mais il faudrait penser à fixer au préalable un cadre. Quel serait donc ce cadre ? Va-t-on organiser des primaires nationales ou opter pour un système des grands électeurs ? Les primaires ne marchent que dans un système où les règles sont définies de manière claire.

Mais entre opposants, vous pouvez définir un cadre.

Les primaires sont difficiles dans notre contexte parce qu'il n'y a pas de cadre. Comment cela va s'organiser ? Quand on fait des primaires par exemple au sein du parti républicain aux Etats-Unis, ce sont les membres de ce parti inscrits, qui choisissent leur candidat. Demandez-vous pourquoi Macron

n'a pas voulu des primaires du parti socialiste alors qu'il faisait partie du gouvernement ? Quelqu'un m'a même proposé de m'inscrire au sein du Sdf pour me présenter le moment venu aux primaires de ce parti. Les vraies primaires pour moi, c'est de laisser les candidats évoluer et, lorsque l'échéance électorale sera proche, il y aura des décisions qui vont se prendre. C'est ce qui s'est passé en 1992 quand j'étais dans l'équipe de campagne de Fru Ndi. A un moment donné, il y a un groupe qui s'est formé pour soutenir la candidature de Fru Ndi. Et lorsque vous regardez ce groupe, il était beaucoup plus constitué des membres de la société civile. Il ne faut pas adopter des modèles sans avoir au préalable mesuré son ancrage.

Les Camerounais vous connaissent beaucoup plus comme un brillant avocat, mais moins comme un homme politique. Pourquoi devrait-on voter pour vous ?

Les enjeux d'aujourd'hui siéent avec mon profil. Sur le plan identitaire ou biculturel. Parlant de gouvernance, je suis dans ce milieu depuis plus de 20 ans, pas seulement au niveau local, puisque je suis le fondateur de la branche locale de Transparency International ; mais aussi sur le plan international. S'agissant de la connaissance du fonctionnement politique et institutionnel de notre pays, j'en ai la maîtrise, grâce à mon métier. Que ce soit sur le plan panafricaniste ou mondial, j'ai côtoyé de nombreuses institutions, j'ai même travaillé dans les institutions financières internationales. Quand on tient compte de tous les piliers qu'on devrait maîtriser au lendemain de la prestation de serment, je m'y retrouve. Mon vœu m'a également permis de savoir où est-ce que le Cameroun a mal. C'est ce qui me permet de dire que les Camerounais vont comprendre qu'on a besoin de mutations systémiques et que je peux le faire.

Vous avez beaucoup de rêves pour le Cameroun. Mais, concrètement, sur le terrain, comment ferez-vous pour vaincre la machine Rdp qui jouit des préfets, d'Elecam, de la loi électorale ?

Mon combat, c'est d'intégrer un pacte avec le peuple. C'est lui qui va choisir. Je ne redoute pas les forces des uns et des autres. Aucune force ne peut aller contre la volonté du peuple. Quand j'ai commencé la lutte contre la corruption en 2000, on m'a dit que je courrais un risque, que je serais arrêté, qu'on

ne pouvait pas parler de corruption... Aujourd'hui pourtant, on en parle, et les gens vont en prison. Il ne faudrait pas se laisser faire. Je sais que les Camerounais rêvent d'un meilleur avenir. Ils iront vers cela. C'est une insulte aux Camerounais que de penser qu'ils se complaisent dans la misère et la souffrance. On est dans un régime qui ne donne de l'espoir à personne.

Ceux qui suivent votre campagne la trouvent peu agressive vis-à-vis du président de la République. Pourquoi ce choix ? Dès le départ, j'ai eu à indiquer que je suis proposant et non opposant. Y a-t-il de meilleure critique que de se proposer candidat contre une personne ? Il y a des candidats qui sont spécialisés dans la critique, et le font très bien. Quand je dois parler de ce qui ne marche pas, je le fais. Pour s'affirmer comme vrai opposant, dois-je forcément critiquer le président ? Pour moi, c'est un peu trop facile. Les gens sont plus intéressés par ce que je vais faire. Et dans mes propositions, les gens entendent une critique claire.

Vous vous êtes lancés à la conquête d'Etoudi, et voilà que survient soudain un scandale relatif à l'héritage de votre père, car votre sœur a saisi la justice à ce propos. Est-ce que cela ne va pas déteindre sur votre campagne ?

D'abord, ma sœur est dans son droit. Nul n'est obligé de rester dans l'indivision. Pour moi, c'est un procès banal, car en tant qu'avocat, je vois ce type de procès tous les jours. Il est vrai que l'avocat d'Ama Tutu Muna n'a pas compulsé ses dossiers car on se demande si on peut tromper en parlant de faits inexistantes. Est-ce que tout s'est fait selon les règles ? Il y a eu une réunion de famille, un jugement d'héritage, mon frère aîné avait été désigné en 2002 comme administrateur. Il est décédé déjà. A la suite de cela, la famille s'est réunie une fois de plus en présence de ma sœur et il m'a été demandé de remplacer mon frère comme administrateur unique, et avec le soutien du chef de famille qui est Bernard Muna. Actuellement, il y a un contentieux fiscal qui repose sur la prescription. Est-ce de 10 ans ou de 30 ans ? Il y a 3 ans, la prescription en matière fiscale a été changée de 10 ans à 30 ans. Mais quand cette loi est survenue, on était déjà prescrit. L'Etat tente de faire rétroagir. Une fois cette question réglée, tout sera terminé. Dans quel sens cette affaire pourrait-elle déteindre sur ma campagne ? Celui qui se

rend au tribunal verra que tout a été fait dans les règles de l'art.

Parlons de la crise anglophone. Comme jugez-vous la façon dont le régime réagit face à elle ?

Le gouvernement a opté pour la répression et la punition collective. Or, il s'agit ici de gagner les cœurs. Il est question de mettre les Camerounais de ces régions en confiance. Il est aberrant de refuser tout dialogue sur les problèmes qui se posent. On dit généralement que deux personnes qui se disputent c'est deux personnes qui n'ont pas discuté. Je ne comprends pas l'attitude du gouvernement. La francophonie, le Commonwealth, les religieux locaux, tout le monde appelle au dialogue, mais l'Etat fait la sourde oreille.

Votre mot de fin

Les journalistes ont un rôle important à jouer. Nous sommes à un tournant critique de notre histoire. Le Cameroun qui sera issu de la prochaine présidentielle sera soit un Cameroun uni et fort, soit un Cameroun qui va voler en éclats. Certains pensent pouvoir trouver leur compte dans ce Cameroun éclaté. Mais c'est nous qui allons souffrir. Il est impossible de changer la dynamique d'une société près de 60 ans après son indépendance. Il faut penser à un système qui permette de consolider notre unité. Ensuite, il faut aider les Camerounais à mettre fin à leur attitude de spectateur dans une arène médiévale, où l'on ne fait que réclamer du sang ; on applaudit parce que des gens vont en prison. Avons-nous les ressources humaines pour juger tous ces gens-là dans un temps raisonnable, même si on ne nie pas qu'il y a souvent eu des abus ? Tous ces gens arrêtés dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, certains sont enfermés depuis deux ans, avec tous les renvois judiciaires. Il s'agit de citoyens qui ont des droits. Tous sont confondus, aussi bien celui qui a porté un t-shirt que celui qui a distribué des tracts ou qui a été insolent envers celui qui l'a interpellé. Celui qui a écopé de 12 ans l'autre jour, n'avait fait qu'arborer un t-shirt. Aujourd'hui, la Mefou et Akono a quatre ou cinq élites en prison. Comment les populations de ces localités vivent-elles cela ? Aujourd'hui, quand on est anglophone, on est terroriste ; quand on est bété, on est taxé de détourné ; quand on est du septentrion, on est traité de Boko Haram... Ce sont des éléments qui nous poussent vers la division.

*Propos recueillis par
Kami Jefferson*

Jeux du Commonwealth

Mayak se qualifie pour la finale du triple saut

Il le doit au bond de 16,32m qui lui a permis d'arracher la troisième place qualificative hier.

Le Cameroun a une chance de remporter l'une des médailles mises en compétition dans le triple saut des Jeux du Commonwealth qui se déroulent en ce moment en Australie. C'est du moins ce que va tenter de lui offrir notre compatriote Marcel Mayak II. Il se qualifie pour la finale de samedi prochain grâce à un bond de 16,32m, qui constitue d'ailleurs, à ce jour, sa meilleure performance de l'année. Et même s'il n'est pas rentré dans la norme des 16,6m demandés. D'autres Camerounais étaient en compétition hier, avec des fortunes diverses pour chacun. Si pour notre compatriote, les choses se sont bien passées, il n'en n'est pas de même pour les autres représentants de la Team Cameroun. Dans la ca-

tégorie de 76 Kg dames, Danielle Simo, notre représentante s'est vue écartée de la compétition au niveau des quarts de finale en lutte libre. Elle a été moins forte que l'Indienne à laquelle elle a dû faire face hier.

En ce qui concerne Wilfried Seyi, notre compatriote est en train de donner le meilleur de lui-même. Il a pu traverser le cap des quarts de finale la veille en s'imposant sans difficulté devant Ryan Stive de la Nouvelle-Zélande par un score de cinq buts à zéro. C'est parce que ce compatriote a trouvé la bonne formule. «Je me suis dit que c'est moi le champion. Et avec ce qui est arrivé par rapport à mes collègues, ça m'a un peu plus boosté le moral. Et c'est ce qui m'a permis de gagner ce combat », a-t-il confié au micro de la radio nationale. Notre



Lors de la cérémonie d'ouverture

compatriote a ensuite précisé que « la suite c'est de continuer à gagner et arriver en finale ». Et le chemin de sa finale passe par l'Écossais John Desherty. Qu'il doit vaincre ce jour.

D'autres vont défendre les couleurs de notre pays ce jour en Australie. Le Cameroun va aligner trois lutteurs aujourd'hui. Chez les 97kg, Cédric Nyamsi, et avec au niveau des 67

kg dame Gaele Alakame, ou encore Joseph Essomba Tiako en 55kg dame, tenteront de faire hisser le drapeau national aussi haut qu'ils pourront.

Alfred Epacka

Retrouvez tous les jours dans vos kiosques

Le Journal émergence
Le Premier
Quotidien Privé Bilingue au Cameroun

